

## AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER

(AGENCIA PARA LA ENSEÑANZA FRANCESA EN EL EXTRANJERO)

### CONTRAT DE SERVICES DE MAINTENANCE POUR :

Lycée français de Madrid, centres Conde et la Moraleja

-----

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Activité :

***Maintenance générale et agents de service***

## Contenu

<b>1. OBJET DU CONTRAT .....</b>	<b>3</b>
<b>2 DESCRIPTION DES ZONES .....</b>	<b>3</b>
<b>3 DESCRIPTION DES SERVICES .....</b>	<b>5</b>
<b>4 MOYENS HUMAINS .....</b>	<b>6</b>
4.1. Subrogation du personnel existant.....	6
4.2. Obligations de l'entreprise titulaire au sujet du personnel .....	6
4.3. Principes généraux .....	9
4.4. Obligations formelles .....	9
4.5. Postes opérationnels .....	9
<b>5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES SERVICES.....</b>	<b>11</b>
<b>6 OUTILS ET MATÉRIELS .....</b>	<b>11</b>
<b>7 DURÉE .....</b>	<b>12</b>
<b>8. VALEUR DU CONTRAT .....</b>	<b>13</b>
8.1 Budget Base du Marché .....	13
8.2 Conditions de paiement et actualisation des prix. ....	14
<b>9 PROCÉDURE DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE I PLANS DU CENTRE.....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE II LISTE DU PERSONNEL À SUBROGER .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE III RÉGLEMENTATION ORIENTATIVE.....</b>	<b>17</b>

## 1. OBJET DU CONTRAT

L'objet du contrat est l'exécution du Service de Gestion de la Maintenance pour le Lycée français de Madrid des centres de Conde de Orgaz et Alcobendas, propriété du **LYCÉE FRANÇAIS de Madrid**, ci-après le LYCÉE.

Le Lycée français de Madrid (LFM) est un centre éducatif français sis à Madrid (Espagne) qui fait partie du réseau de l'Agence pour l'Enseignement français à l'étranger (AEFE).

Cette institution possède deux centres :

- Le centre Conde de Orgaz, situé dans une zone résidentielle de la banlieue nord-ouest de Madrid (Plaza del Liceo, 1 — 28043 Madrid), qui accueille des élèves depuis l'école maternelle jusqu'à la terminale.
- Le centre de La Moraleja, situé Calle del Camino Ancho 85 — 28109 Alcobendas, dans une commune limitrophe du nord de Madrid, qui accueille des élèves d'école maternelle, du primaire et du secondaire.

À l'heure actuelle, le centre Conde de Orgaz a 3.840 élèves et le centre La Moraleja 470. Le Lycée français de Madrid est le centre éducatif le plus important du réseau des écoles françaises à l'étranger pour le nombre d'élèves. La qualité de l'enseignement, les exigences visant à la réussite scolaire et l'ouverture à la langue et la culture française font du Lycée français de Madrid une institution de référence pour la transmission de la culture française et de ses valeurs.

Le contrat vise à remplir une série d'objectifs qui consistent, essentiellement, à :

- Réaliser la maintenance des Bâtiments avec les plus hauts niveaux de sécurité, en appliquant toutes les dispositions et réglementations en vigueur, pour conserver ces biens dans des conditions de sécurité, habitabilité, fonctionnalité et accessibilité adéquates en évitant ainsi la perte de valeur des édifices due à la détérioration.
- Conserver les édifices objet du contrat dans un état d'usage adéquat conformément aux stipulations du Livre de l'Édifice, à la documentation technique des installations et équipements qu'ils contiennent, et les gammes et fréquence de maintenance proposées par l'opérateur économique pour chacun des édifices conformément aux normes et aux bons usages et pratiques.
- Préserver et améliorer l'esthétique et la fonctionnalité de ces derniers.
- En générale, les opérations de maintenance consisteront dans : des travaux de maçonnerie, des tâches concernant les installations, réparations électriques, travaux de serrurerie, travaux de peinture, la réparation et la révision de bicyclettes, ainsi que le nettoyage de zones extérieures, etc...
- En générale, les fonctions des agents de service seront : la gestion du courrier interne, l'inventaire de biens, le nettoyage des cours et des péristyles, le ramassage des ordures et des poubelles, le déplacement de mobilier, la préparation de matériels et de mobilier pour l'organisation d'événements, etc.

Sont censés être inclus dans les bâtiments et, par conséquent dans l'objet de ce contrat, leurs installations fixes et équipement propre (mobilier compris).

## 2 DESCRIPTION DES ZONES

La zone d'action est celle qui est détaillée ci-dessous :

- **Campus Conde de Orgaz:** Plaza del Liceo 1, 28043, Madrid.

L'enceinte comprend 15 édifices principaux, d'un niveau jusqu'à 4 étages, dans certains cas avec un niveau jardin ou un sous-sol.

Les zones d'action de ce contrat sont :

- 3 édifices pour l'école primaire (édifices J, H et K)
- 1 édifice contenant une médiathèque et une salle polyvalente pour l'école primaire et des salles de musique pour l'école secondaire (édifice M)
- 1 édifice pour le jardin d'enfant (édifice MA)
- 3 édifices destinés au sport, gymnase, vestiaires, salle des professeurs (édifices G, P et V).

ÉDIFICE	ANNÉE DE CONSTRUCTION	USAGE	SUPERFICIE CONSTRUTE	NIVEAUX
<b>G</b>		Gymnase	791,92 m <sup>2</sup>	1
<b>H</b>	1969	Primaire (approx. 1.300 élèves). Classes.	1610,44 m <sup>2</sup>	2
<b>J</b>	1969	Primaire. Bureaux pour la direction de l'école primaire, classes, salle des professeurs, etc.	2791,77 m <sup>2</sup>	4
<b>K</b>	1969	Primaire. Classes, salle polyvalente.	2712,36 m <sup>2</sup>	3
<b>M</b>	1982	Primaire. Salles de musique, salle polyvalente, bibliothèque.	1130,16 m <sup>2</sup>	1
<b>MATERNELLE-MA</b>	2018	École maternelle (approx. 500 élèves). Bureaux pour la direction de l'école maternelle, classes, salles polyvalentes, bibliothèque, cantine, cuisines, etc.	5262,05 m <sup>2</sup>	3
<b>P</b>		Salle des professeurs de sport.	135,86 m <sup>2</sup>	1
<b>V</b>		Vestiaires	449,50 m <sup>2</sup>	1
<b>Siège de Saint Exupéry (Alcobendas)</b>	1977 y 2013 (rénovation et agrandissement)	Classes, bureaux pour la direction de l'école, salle polyvalente, cantine, cuisines, etc.	4132,58 m <sup>2</sup>	3
<b>Centre de documentation et d'information (CDI)</b>	2024	Centre de documentation et d'information pour tous les élèves de l'enseignement secondaire (salles de lecture, salles de travail, salles d'événements, salles de stockage, etc.)	1759,16 m <sup>2</sup>	4

En cas de besoin de service, le Lycée pourra demander l'action dans d'autres zones/édifices non énoncés ci-dessus.

Le contrat comprend également l'urbanisme interne des 103.411,00 m<sup>2</sup> de l'enceinte. C'est-à-dire, des éléments tels que voies, chemins, trottoirs, zones de parking, escaliers, rampes, zones récréatives, terrains de sport, assainissement, égouts, etc. Le jardinage est exclu (bien que soit compris le ramassage des feuilles et le retrait d'éléments végétaux des zones communes et le nettoyage et la maintenance des terrasses et corniches).

Les soumissionnaires devront visiter les deux Centres avant de présenter leur offre à la date prévue et fixée dans le Règlement de Consultation, et signer une attestation de visite, dont une copie devra être jointe à l'offre proposée. Aucune offre ne sera admise sans la réalisation de la visite obligatoire.

- **Campus La Moraleja:** Calle del Camino Ancho 89, 28109 Alcobendas, Madrid.

Le centre de La Moraleja occupe un terrain de 12.823 m<sup>2</sup>. À l'heure actuelle, il est constitué de deux édifices d'un seul niveau plus un étage relié par une passerelle :

- un édifice datant de 1977 et qui a été rénové en 2013,

- une nouvelle extension construite en 2013,

avec une superficie totale de 4.131 m<sup>2</sup>.

Les plans des deux centres sont joints comme **Annexe 1** au présent PCTP.

### 3 DESCRIPTION DES SERVICES

#### 3.1 Personnel technique : types de maintenance à réaliser à Conde de Orgaz et La Moraleja :

- Maintenance préventive et palliative d'équipements audiovisuels : projecteurs et audiovisuels.
- Maintenances correctives d'installations dans lesquelles n'entrent pas :
  - Maçonnerie
  - Climatisation
  - Ascenseurs

##### **Dans toutes les zones/édifices du LYCÉE :**

1. Travaux de peinture, plomberie, électricité et serrurerie (maintenance basique)
2. Maintenance de bicyclettes
3. Montage d'éléments audiovisuels dans événements et expositions, prêt de tablettes
4. Maintenance préventive et corrective d'équipements audiovisuels : projecteurs et audiovisuels
5. Maintenance de vestiaires métalliques
6. Pose d'éléments ornementaux et auxiliaires d'installations
7. Montage de meubles
8. Montage de petits jeux d'enfants
9. Pose de plaques de plafond démontables
10. Révision et maintenance de jeux d'enfants installés dans la cour
11. Prélèvement d'échantillons quotidiens et hebdomadaires d'eau dans différents points du Lycée pour analyse sanitaire conformément au décret royal 487/2022. L'entreprise devra former 2 personnes aussi bien à Conde de Orgaz qu'à la Moraleja pour réaliser cette tâche.  
L'entreprise adjudicataire devra fournir les équipements de mesure et les produits nécessaires pour réaliser cette tâche conformément au décret royal 487/2022.
12. Collaboration aux protocoles de secours (exercices de sécurité).

#### 3.2 Auxiliaires de service : exemple types de maintenance à réaliser à Conde de Orgaz et à La Moraleja:

1. Nettoyage des cours. Tâches :
  - Balayage des cours et péristyles.
  - Soufflage des feuilles.
  - Vidage, installation de sacs et révision des poubelles.
  - Nettoyage de grilles et de portes d'accès 0, 9, 8, 8bis, 7 (Campus Conde de Orgaz).
  - Nettoyage et maintenance des bacs à sable et zone pinède édifices M, MA, J, K et H (Campus Conde de Orgaz).
  - Nettoyage et maintenance terrains de sport et édifice G, P et V (Campus Conde de Orgaz).
2. Ramassage d'ordures. Tâches :
  - Ramassage ordures et cartonnage au point propre.
  - Gérer la sortie et l'entrée des poubelles dans édifice MA à la voie publique. (Campus Conde de Orgaz).

3. Tâches de logistique. Tâches :
- Tâches de réception et de transport de colis et documentation interne entre édifices.
  - Installation /retrait parasols et de chapiteaux dans les édifices inclus dans le contrat
  - Transport d'équipements et de mobilier entre les différents édifices (classes, salles polyvalentes, zones extérieures, etc.).

## 4 MOYENS HUMAINS

### 4.1. Subrogation du personnel existant

L'entreprise adjudicataire devra disposer du personnel nécessaire pour réaliser correctement le service objet du présent marché public. En application de l'article 44 de la Loi sur le Statut des travailleurs, l'entreprise adjudicataire se subrogera dans les droits et obligations du travail et de la sécurité sociale du personnel à la charge de l'entreprise sortante qui prête ses services actuellement. À cette effet, les entreprises candidates déclareront connaître expressément la portée de cette subrogation, à partir de la documentation complète que le LYCÉE leur a transmise et qui est celle qui lui a été transmise par l'entreprise sortante.

Une fois réalisée la subrogation, si les coûts professionnels étaient supérieurs à ceux qui découlaient de l'information fournie par l'ancien prestataire au Pouvoir adjudicateur, l'entreprise retenue aura une action directe contre l'ancien prestataire.

D'autre part, et sans préjudice de l'application, le cas échéant, des dispositions de l'article 44 du texte refondu de la Loi sur le Statut des travailleurs, approuvé par décret royal législatif 2/2015, du 23 octobre, le titulaire du contrat sera obligé de répondre des salaires impayés aux travailleurs affectés par la subrogation, ainsi que des cotisations à la Sécurité sociale échues, même dans le cas où le contrat serait résilié et que ces paiements soient subrogés par le nouveau titulaire, sans que cette obligation ne corresponde en aucun cas à ce dernier. Dans ce cas, une fois prouvé l'impayé de ces salaires, le pouvoir adjudicateur procédera à la retenue au prestataire sortant des sommes dues afin de garantir le paiement desdits salaires tant que le versement de ces derniers ne sera pas justifié.

En règle générale, l'entreprise adjudicataire répondra de toutes les obligations qui lui sont imposées en tant qu'employeur, ainsi que de l'exécution de toutes les normes qui réglementent et développent la relation de travail ou d'un autre type, existant entre cette dernière, ou entre ses sous-traitants, et les travailleurs de l'une et l'autre, sans qu'aucune amende, sanction ou tout autre type de responsabilité pour le manquement de l'une d'entre elles, que les organismes compétents pourraient leur imposer, ne puisse retomber sur le LYCÉE.

En tout état de cause, l'adjudicataire indemniserà le LYCÉE de toute somme qu'il serait tenu de payer pour manquement aux obligations consignées ici, même en cas d'imposition par décision judiciaire ou administrative.

### 4.2. Obligations de la société adjudicataire envers le personnel

La société adjudicataire prendra à sa charge les salaires, assurances sociales, congés payés et autres droits que la loi accorde aux employés qui assurent le service, toujours dans le respect des normes applicables à ces effets.

La société adjudicataire devra couvrir l'absence de tout son personnel pour le motif que ce soit (congés, maladie, formation, absences non justifiées) auquel cas, l'adjudicataire sera tenue de communiquer à la direction du Lycée tous les détails du remplacement (identification du travailleur, description du poste et possession du diplôme et des aptitudes requises par les travailleurs remplaçant pour réaliser le travail concret).

- Examen médical

Tout le personnel de l'adjudicataire affecté au LYCÉE devra passer un examen médical à la charge de l'entreprise adjudicataire, avant son incorporation (dans l'année antérieure immédiatement à celle-ci) et au moins une fois par an après ladite incorporation.

Aucun nouvel agent de service ne pourra s'incorporer sans la condition préalable de l'examen médical.

- Prévention des risques professionnels

En ce qui concerne la Prévention des risques professionnels, l'adjudicataire du contrat sera responsable de l'application du DR 31/1995, du 8 novembre, Loi sur Prévention des risques professionnels, ainsi que de toute autre réglementation ou législation en vigueur en la matière, aussi bien pour son personnel propre que pour le personnel sous-traité par cette dernière, le cas échéant, dans des cas ponctuels, et dans la mesure où cela peut concerner le personnel usager des Centres. En particulier, et sans caractère exhaustif, au début de la prestation du contrat et dans le délai de 30 jours à partir de son entrée en vigueur, il devra remettre au LYCÉE la documentation suivante :

- Plan d'Évaluation des Risques des activités à réaliser et des mesures préventives, approprié pour les besoins prévisibles du Plan opérationnel et des différentes maintenances qui pourraient surgir au cours de la prestation du contrat.
- Certificats de formation en Prévention de risques professionnels des travailleurs intervenant dans les tâches à réaliser ou, à défaut, pour les travailleurs à subroger, planification de la formation spécifique à cet égard.
- Certificats d'aptitude médicale des travailleurs intervenants pour les tâches qu'ils réalisent.
- Certificats d'attribution d'Équipements de Protection individuelle aux travailleurs intervenants.
- Justificatif documentaire d'inscription à la Sécurité sociale des travailleurs intervenants.
- Certificat de nomination de Ressource prévention pour des travaux à risques spéciaux.
- Justification documentaire attestant que l'entreprise adjudicataire a souscrit un contrat en vigueur avec une Mutuelle d'accidents du travail et de maladies professionnelles.
- Avant le début de son activité, il devra communiquer à la Direction du Centre le nom de la personne agissant comme Chargé de Prévention.

Cette documentation devra être mise à jour au cours de l'exécution du contrat pour les travailleurs qui d'une manière permanente ou éventuelle s'incorporeraient à la réalisation des travaux, tant s'ils sont propres que s'ils sont sous-traités. Elle devra être remise au LYCÉE au moins trois jours avant leur incorporation aux travaux.

Avant l'emploi de n'importe quel moyen d'élévation, de moyen auxiliaire pour le travail en hauteur ou d'une machine-outil à risque spécial, l'adjudicataire le communiquera au Responsable du Contrat, en lui apportant la documentation justificative opportune sur les caractéristiques techniques et les mesures de prévention qui seront adoptées à cet égard, ainsi que l'assurance de responsabilité civile correspondante (s'il y a lieu) ; et en cas de carence documentaire, le Responsable du Contrat pourra empêcher son usage ou imposer des restrictions jusqu'à ce que la carence soit résolue. Les inconvénients ou les surcoûts que cela pourrait entraîner seront à la charge de l'Adjudicataire.

Tel qu'il a déjà été indiqué dans le présent CCTP, l'entreprise adjudicataire sera tenue, à ses frais, de fournir un uniforme à tout le personnel propre qu'elle emploie pour l'exécution des travaux commandés, de telle sorte qu'ils soient faciles à distinguer du personnel du LYCÉE, et un badge devra être placé à un endroit visible de l'uniforme pour faciliter l'identification. Cet uniforme sera suffisant à tout moment en quantité et en qualité afin de maintenir une tenue correcte.

L'adjudicataire dotera le personnel de tous les moyens de sécurité et des mesures préventives, tant individuelles que collectives, exigés conformément au Plan d'Évaluation des Risques des activités à réaliser, mentionné plus haut, et ce, conformément à la Loi 31/1995, du 8 novembre, sur Prévention des risques professionnels et sa réglementation complémentaire, en plus d'autres moyens et mesures supplémentaires qu'il estimerait nécessaires. Par ailleurs, il sera responsable que le personnel qu'il sous-traiterait ponctuellement pour des actions concrètes soit doté de ces moyens de sécurité et des mesures préventives requises conformément au Plan mentionné. En cas d'insuffisance ou d'usage inadéquat des moyens de sécurité et/ou des mesures préventives, le Responsable du Contrat du LYCÉE pourra stopper les travaux correspondants jusqu'à ce que la situation soit corrigée. Les inconvénients ou les surcoûts que cela pourrait entraîner seront à la charge de l'adjudicataire, sans préjudice de l'application de possibles pénalités pour les manquements à la prestation du service que cela pourrait causer, ainsi que des sanctions correspondantes de la part

des organismes compétents en matière de travail. Dans le périmètre du contrat, sera incluse notamment la maintenance avec une périodicité annuelle des lignes de vie existantes dans l'aire des toitures des édifices, ainsi que dans l'aire de faîtage de sa cour intérieure. Les améliorations possibles ou modifications qu'il faudrait réaliser dans ces lignes de vie pour que leur utilisation soit sûre conformément à la réglementation correspondante en vigueur seront à la charge de l'entreprise adjudicataire.

Il faut préciser que toutes les prestations et les moyens de sécurité, prévention des risques professionnels et fourniture d'uniforme énoncés dans le point présent seront fournis par l'Adjudicataire et compris dans le prix de l'offre qu'il présente dans le cadre de ce marché public.

L'entreprise adjudicataire devra communiquer, le jour même, tout accident ou incident survenu à son personnel au cours de la réalisation du travail et des services objet de ce contrat.

Enfin, elle devra justifier auprès du Lycée, quand il en ferait la demande, la qualification professionnelle de ses employés, de même que toute circonstance exigée par la Loi (par exemple, certificat du Registre central des Délinquants sexuels et de la Traite d'êtres humains).

- Non-discrimination

L'entreprise adjudicataire garantira pendant toute l'exécution du contrat l'adoption de mesures pour prévenir le harcèlement sexuel et pour raison de sexe au travail. Elle réalisera durant le contrat des campagnes d'information et des actions de formation afin d'éviter et d'éradiquer le harcèlement sexuel et pour raison de sexe pour le personnel affecté à l'exécution du contrat.

D'autre part, l'entreprise adjudicataire adoptera pendant l'exécution du contrat des mesures spécifiques en matière d'égalité pour le personnel affecté au service conformément aux exigences légales en la matière et elle présentera au Lycée un rapport annuel sur ces mesures.

- Prévention d'abus sexuels

L'entreprise adjudicataire entrante devra veiller au respect scrupuleux des dispositions des articles 57 et suivants de la Loi organique 8/2021, du 4 juin, sur protection intégrale à l'enfance et l'adolescence face à la violence et, concrètement, des dispositions contenues dans l'article 57, qui indiquent :

« 1. Sera une condition impérative pour l'accès et l'exercice de n'importe quels professions, métiers et activités impliquant un contact habituel avec des personnes mineures, le fait de ne pas avoir été condamné par une sentence ferme pour n'importe quel délit contre la liberté et la protection sexuelles typifiées dans le Titre VIII de la Loi organique 10/1995, du 23 novembre, du Code pénal, comme pour tout délit de traite d'êtres humains typifié dans le Titre VII bis du Code pénal. À cet effet, quiconque prétendrait l'accès à ces professions, métiers ou activités devra prouver cette circonstance moyennant l'apport d'un certificat négatif du Registre central des délinquants sexuels.

2. À l'effet de cette loi, sont des professions, métiers et activités impliquant un contact habituel avec des personnes mineures, tous ceux qui, rétribués ou non, du fait de leur propre nature et essence comportent le traitement réitéré, direct et régulier et non simplement occasionnel avec des enfants ou des adolescents, de même que, en tout état de cause, tous ceux qui sont destinés principalement à des personnes mineures.

3. Il est interdit que les entreprises et entités emploient dans n'importe quels professions, métiers et activités impliquant un contact habituel avec des personnes mineures quiconque aurait des antécédents dans le Registre central des Délinquants sexuels et de la Traite d'êtres humains. »

Par conséquent, tout le personnel prétendant avoir accès et exercer toute activité impliquant un contact habituel avec des mineures au Lycée français de Madrid devra apporter à l'Adjudicataire du contrat un certificat garantissant que le personnel mis à disposition possède un certificat négatif du Registre central des délinquants sexuels et de la traite des



êtres humains. L'entreprise adjudicataire entrante devra donc solliciter ce certificat à ses employés et certifier à la direction du Lycée que tous ses travailleurs disposent de ce certificat.

- Passation du service

L'entreprise adjudicataire se coordonnera avec l'entreprise sortante pour garantir le bon fonctionnement du service dès le premier jour de vigueur du contrat. Elle s'engage à adopter toutes les mesures nécessaires pour ce faire. L'entreprise sortante est tenue de même à adopter toutes les mesures nécessaires pour la passation du service à la nouvelle entreprise à l'extinction du présent contrat, et concrètement, à fournir au LYCÉE toute l'information relative à la relation professionnelle avec les travailleurs exécutant leurs fonctions dans le LYCÉE.

#### **4.3. Principes généraux**

L'entreprise adjudicataire devra engager le personnel nécessaire pour l'exécution de ses obligations.

Elle sera la seule responsable et tenue à l'application de toutes les dispositions légales applicables en ce qui concerne son personnel, notamment celles qui se réfèrent au recrutement, à la Sécurité sociale, la prévention des risques professionnels et à la fiscalité.

En tout état de cause, l'entreprise adjudicataire ne pourra pas alléguer comme cause de retard ou d'imperfection de l'exécution de la prestation l'insuffisance d'effectifs.

L'entreprise adjudicataire sera tenue de maintenir les moyens matériels et humains offerts, pendant toute la durée du contrat.

#### **4.4. Obligations formelles**

L'adjudicataire disposera du personnel suffisant pour procéder de manière immédiate aux remplacements nécessaires pour cause d'absence, congés, maladie ou autres, afin que ces absences n'interfèrent pas dans la prestation du service.

Si l'entreprise adjudicataire estimait opportun de substituer du personnel, elle devra le notifier au LYCÉE au moins cinq jours civils à l'avance. Les remplacements occasionnés par la couverture de congés de maladie ou autres motifs imprévisibles et qui n'auraient pas pu être communiqués dans le délai fixé ci-dessus, seront notifiés au LYCÉE au moment de l'incorporation du remplaçant, en indiquant les circonstances obligeant au remplacement et les autres données personnelles du travailleur qui s'incorpore

Les interventions du personnel qui sont réglementées par des normes ou des règlements seront réalisées par du personnel qualifié doté des permis et accréditations officiels exigés par la réglementation correspondante.

En cas d'absence pour maladie, autorisations, permis ou congés du personnel, l'entreprise adjudicataire devra réaliser les remplacements correspondants de sorte que le personnel affecté au service soit égal, à tout moment, en nombre et catégorie à celui qui est indiqué dans la présente clause.

#### **4.5. Postes opérationnels**

Pour la prestation de services contractés, la liste des postes à couvrir estimée est comme suit :

### **Coordinateur auprès du LFM**

Pendant la durée du contrat, la société titulaire désignera un cadre supérieur de la société qui sera l'interlocuteur officiel du LYCÉE et qui fera également partie du personnel technique qualifié affecté au service. Ce responsable exercera toutes les fonctions de contrôle, de supervision et de gestion technique de l'ensemble des travaux faisant l'objet du contrat et sera donc le Coordinateur.

Ce représentant, chargé de la coordination des travaux et interlocuteur valable du Lycée, doit avoir au moins un titre d'éducation supérieure technique, avec une expérience prouvée, par un curriculum vitae, dans le suivi et le contrôle des travaux d'entretien des bâtiments et des installations, et avoir un profil polyvalent et opérationnel.

Ce curriculum doit être présenté au début de la prestation par l'entreprise adjudicataire.

Le Lycée se réserve le droit d'exiger un changement de l'interlocuteur désigné par l'entreprise.

**Agents d'entretien polyvalents** (qualification équivalente à un cycle de formation de niveau moyen ou supérieur, et/ou connaissances acquises dans l'exercice de la profession, dûment justifiées (installations électriques, climatisation, plomberie, peinture, maçonnerie, etc.) Expérience d'au moins 5 ans dans le secteur).

- o Plombier polyvalent et climaticien.
- o Un serrurier polyvalent
- o Un peintre polyvalent
- o Un agent audiovisuel et vélos
- o Un électricien polyvalent

**2 Auxiliaires de service** : Qualification équivalente à une formation de niveau intermédiaire, ou connaissances acquises dans l'exercice de la profession, dûment justifiées.

### **Organisation du personnel estimée :**

- 1 Coordinateur

#### **Campus Conde de Orgaz :**

- 3 Agents de maintenance
- 2 Auxiliaires de service

#### **Campus de la Moraleja :**

- 2 Agents de maintenance

En tout cas, la mobilité de personnel entre les deux centres sera prioritaire.

### **4.6. Horaires**

Sans que cette information entende conditionner l'organisation du service que l'adjudicataire a l'intention de prêter, il est informé, à titre informatif, que les vacances 2024/2025 du Lycée français de Madrid sont :

-1 semaine en octobre

-2 semaines en décembre (1) et en janvier (1)

-1 semaine en février

-2 semaines en avril (1) et en mai (1)

-les vacances d'été en juillet et août

Pendant les journées de classes de lundi à vendredi, les horaires s'inscrivent entre 07h00 et 20h00

Une année scolaire est de 36 semaines entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 juin.

L'entreprise adjudicataire apporte sa propre direction et gestion au contrat, et elle est responsable de l'organisation du service et des prestations et travaux réalisés.

Pour l'exécution du contrat, l'entreprise adjudicataire disposera d'une structure hiérarchisée, qui sera précisée dans le Plan opérationnel du service, responsable de donner à ses travailleurs les ordres correspondants, les critères de réalisation du travail et les directrices pour la manière de le distribuer.

Correspondront au LYCÉE les pouvoirs de vérification et de contrôle du contrat, en s'abstenant pour ce faire d'exercer une quelconque fonction de contrôle, direction ou organisation du personnel de l'entreprise adjudicataire.

## 5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES SERVICES

### 5.1 Avis et solution de pannes.

Au cours des 15 premiers jours de prestation du service, l'entreprise adjudicataire proposera un service de collecte des incidents via télématique qui devra être approuvé par le Responsable du contrat. Le système devra être capable d'émettre un rapport statistique du nombre d'incidents reçu, du nombre de dysfonctionnements résolus, de problèmes en attente de résolution, du temps de réponse et il pourra être perfectionné pendant la période de durée du contrat, etc. Les communications reçues seront enregistrées par l'entreprise adjudicataire dans le Livre d'instructions et incidents du service.

En général, un **Ordre d'intervention** sera émis lorsque le besoin de maintenance est identifié, que ce soit de manière programmée ou comme réponse à un incident. Cet ordre doit inclure une information détaillée sur la tâche à réaliser, qui inclut la situation, le type de maintenance (préventif, correctif, etc.), les ressources nécessaires et la priorité. L'ordre est assigné à un ou des technicien(s) ayant la capacité pour réaliser le travail.

Une fois le travail achevé, les techniciens remplissent une **Note de Service**. Ce document détaille les actions réalisées, les matériels utilisés, le temps passé, et toute autre observation importante. La Note de service est révisée et validée par le Chef de maintenance, ce qui garantit que le travail a été réalisé selon le plan prévu et est conforme aux standards de qualité.

Aussi bien les Ordres d'intervention que les Notes de service sont archivés pour conserver un registre historique des activités de maintenance. Ces documents servent à analyser le rendement de la maintenance, identifier les domaines d'amélioration et à planifier de futures interventions.

Cette procédure aide à garantir que la maintenance est réalisée de manière efficace, en permettant à l'entreprise de tenir un contrôle détaillé des interventions.

### 5.2 Autorisations d'accès.

L'entreprise adjudicataire disposera également, pendant la vigueur du contrat, du permis d'accès à toutes les installations dont la maintenance est objet de ce contrat, aux locaux où elles se trouvent et aux autres où elle doit réaliser la maintenance contractée. Le Responsable du contrat pourrait dicter, si besoin était, des normes pour réglementer cet accès.

En tout cas, le personnel de l'entreprise adjudicataire devra remplir les consignes d'identification exigées par la sécurité de l'édifice.

L'entreprise adjudicataire devra indiquer aux auxiliaires de service et aux agents de maintenance qu'ils ne peuvent pas utiliser les espaces privés tels que salle des professeurs, salles des actes et ateliers de maintenance pour prendre un café, déjeuner ou se reposer.

## 6 OUTILS ET MATÉRIELS

- **Outils pour la maintenance et la manipulation des installations.** Tous les outils nécessaires pour la réalisation du travail sont : équipements de soudure électrique, électrodes, oxycoupage, émerisage, radial, compresseur à air, vérins hydrauliques, poulies, perceuses portables, tournevis électrique, pompe à vide, échafaudages tubulaires, échelles, équipements d'élévation pour travaux en hauteur, moyens et équipements pour le mouvement et hissage de matériels et outils manuels pour chaque spécialité.

Le Lycée prêtera les outils à main.

L'entreprise adjudicataire devra prévoir un chariot de manutention électrique pour la réalisation des travaux offrant une exposition à des risques.

- **Moyens de communication**

Equipement téléphonique portable, pour la localisation et la transmission d'ordres de vive voix à chacun des techniciens de maintenance inclus dans le contrat.

Les moyens informatiques nécessaires pour l'exécution du travail.

- **Emmagasinage**

L'adjudicataire disposera de salles ou d'armoires spécifiques pour stocker les matériels et les produits. Ces salles ou armoires seront fermées à clé et elles seront sous la responsabilité de l'adjudicataire.

Les magasins prévus pour les matériels et produits ne sont pas indiqués sur les plans remis au moment de la publication du marché public. Ils seront indiqués aux soumissionnaires lors de la visite obligatoire préalable à la présentation des offres.

Les matériels et les outils devront être gardés à ces endroits et conservés en parfait état.

- **Approvisionnements**

Les approvisionnements (en eau, électricité) nécessaires pour exécuter les services de nettoyage seront à la charge du LYCÉE. L'adjudicataire est tenu d'adopter toutes les mesures nécessaires pour éviter le gaspillage des ressources (fermer les fenêtres, éteindre les lumières et le chauffage, ne pas laisser l'eau couler, etc.).

## 7 DURÉE

La prestation du service et, par conséquent, la période de facturation de celui-ci débutera prévisiblement le 1<sup>er</sup> mai 2025 pour une durée maximum de 4 ans à compter de la signature du contrat.

Cette durée sera obligatoire pour l'adjudicataire et facultative pour le pouvoir adjudicateur qui pourra mettre fin au contrat sans aucun motif au bout d'une année de vigueur de ce dernier.

La communication de la résiliation sera faite avec un préavis de deux (2) mois à travers n'importe quel moyen admis en droit.

L'entreprise entrante s'engage, à partir de la signature du contrat objet du présent marché public, à faciliter pour tout le nécessaire la passation des fonctions à la nouvelle entreprise entrante lors du changement de prestataire pour le motif que ce soit, y compris la remise au LYCÉE de toute l'information professionnelle concernant les employés qui prêtent leur service dans le LYCÉE sans révéler leurs données personnelles et ce, en vue de l'élaboration des futurs cahiers pour un marché public des services de maintenance dans les conditions que déciderait le pouvoir adjudicateur à ce moment-là.

## 8. VALEUR DU CONTRAT

Dans le tableau ci-dessous, figure le montant du budget, les impôts applicables et la valeur estimée du contrat pour la première année et pour un maximum de quatre (4) ans. Le contrat ne prévoit pas de montant minimum ni maximum et le montant figurant ci-dessous est purement estimatif.

U.	Concept	€	TVA	Impôt	Total
1	Prix annuel estimé du Service de Maintenance	306.260,30	21%	64.314,66	370.574,96
<b>Valeur estimée du contrat (4 ans maximum)</b>		<b>1.225.041,20</b>	<b>21%</b>	<b>257.258,65</b>	<b>1.482.300</b>

### 8.1 Budget Base du Marché public

Pour calculer le budget base du marché, il a été tenu compte des coûts directs et indirects :

- Coûts directs : coût/heure travailleur (rétribution brute, plus charges sociales), coûts de couverture d'absentéisme, des uniformes, du service de surveillance de la santé, assurance pour accidents de travail et matériels.
- Coûts indirects : location et/ou amortissement de machinerie, matériel et articles de nettoyage et coûts administratifs et financiers.

Rubrique	€
Personnel	284.191,14
Ressources matérielles	5.761,91
Moyens informatiques	1.126,00
Uniformes, outils et EPI	2.468,75
Communications	1.650,00
Véhicules, machinerie et moyens auxiliaires	<u>11.062,50</u>
<b>Total annuel</b>	<b>306.260,30</b>
TVA (21%)	64.314,66
<b>TOTAL (TVA comprise)</b>	<b>370.574,96</b>

Le budget de marché annuel estimé se monte à 306 260,30 euros plus 64 314,66 euros correspondant à la T.V.A. (21%), ce qui donne un total de 370 574,96 euros (pour une durée initiale d'une année).

Ce marché ne prévoit pas de valeur économique minimum ni maximum.

Au cours de la durée du contrat, il est prévu que le LYCÉE puisse incorporer au périmètre du contrat la maintenance de nouvelles installations ou de nouveaux équipements pour des raisons propres (construction de nouvelles installations non listées dans le périmètre) ou extérieures (nouvelles exigences réglementaires). L'estimation de ces maintenances, si nécessaire, sera faite d'un commun accord entre l'adjudicataire et le pouvoir adjudicateur et elles figureront, le cas échéant, moyennant un addenda au contrat convenu expressément par les parties.

Les prestations extraordinaires non incluses dans l'offre ni dans le cadre du marché, seront payées avec des bons de commande et en application du tarif horaire défini dans l'Annexe 2 de l'acte d'engagement « Liste de Prix unitaires », après la présentation par l'adjudicataire d'un budget accepté par le LYCÉE.

## **8.2 Conditions de paiement et actualisation des prix**

Les factures doivent être présentées au début de chaque mois et elles doivent spécifier les coûts de la prestation normale, les coûts pour services extraordinaires et le justificatif de paiement des cotisations à la sécurité sociale et les impôts associés.

La monnaie de paiement est l'euro (€).

Les factures seront acquittées dans les 30 jours suivant leur réception. Les paiements sont réalisés moyennant virement bancaire.

Le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, le prix du contrat pourra être révisé moyennant un accord exprès entre la direction du centre et le prestataire du service de restauration, en tenant compte de la variation à la hausse ou à la baisse de l'IPC. La première révision ne pourra pas avoir lieu avant le 1<sup>er</sup> mai 2026.

## **9 PROCÉDURE DU MARCHÉ**

Les règles de la présente procédure de marché figurent dans le document Règlement de Consultation inclus dans le DCE du marché.



## ANNEXE II LISTE DU PERSONNEL À SUBROGER

Tableau présentant les données concernant le personnel à subroger élaboré par l'entreprise sortante.

	categoria laboral	convenio	fecha antigüedad	tipo contrato	porcentaje jornada	salario bruto anual	Compleme nto antigüedad /personal	Pluses no contemplados en SBA
Persona trabajadora 1	AUXILIAR SERVICIOS	II Convenio colectivo de empresas de servicios auxiliares de información, recepción, control de accesos y comprobación de instalaciones.	24/08/2024	100 - Fijo Ord.	100,00%	16.769,35 €	32€/mes	10,58€ x día trabajado
Persona trabajadora 2	AUXILIAR SERVICIOS	II Convenio colectivo de empresas de servicios auxiliares de información, recepción, control de accesos y comprobación de instalaciones.	01/12/2020	100 - Fijo Ord.	100,00%	16.769,35 €	32€/mes	10,58€ x día trabajado
Persona trabajadora 1	GR.PR.V	Convenio Colectivo de la Industria, Servicios e Instalaciones del Metal de la Comunidad de Madrid	08/01/2019	100 - Fijo Ord.	100,00%	22.970,62 €	40,00 €/mes	10,58€ x día trabajado
Persona trabajadora 2	GR.PR.V	Convenio colectivo estatal de la industria, las nueva tecnologías y los servicios del metal	15/09/2016	100 - Fijo Ord.	100,00%	22.933,96 €	48,88 €/mes	10,58€ x día trabajado
Persona trabajadora 3	GR.PR.V	Convenio colectivo estatal de la industria, las nueva tecnologías y los servicios del metal	24/05/2017	100 - Fijo Ord.	100,00%	22.958,60 €	50,51 €/mes	10,58€ x día trabajado
Persona trabajadora 4	GR.PR.V	Convenio colectivo estatal de la industria, las nueva tecnologías y los servicios del metal	03/11/2014	100 - Fijo Ord.	100,00%	23.396,10 €	90,51 €/mes	10,58€ x día trabajado
Persona trabajadora 5	GR.PR.IV	Convenio colectivo estatal de la industria, las nueva tecnologías y los servicios del metal	01/12/1990	100 - Fijo Ord.	100,00%	34.276,12 €		200 €/mes
Persona trabajadora 6	GR.PR.V	Convenio colectivo estatal de la industria, las nueva tecnologías y los servicios del metal	21/11/2005	100 - Fijo Ord.	100,00%	23.374,27 €		
Persona trabajadora 7	GR.PR.V	Convenio colectivo estatal de la industria, las nueva tecnologías y los servicios del metal	22/02/2021	100 - Fijo Ord.	100,00%	23.300,19 €		
		S2502LFM Marché Maintenance 2025 LFM						



## ANNEXE III RÈGLEMENTATION ORIENTATIVE

Les maintenances à réaliser dans les installations seront conformes à la réglementation non exhaustive qui est citée ci-dessous ou aux modifications ou élargissements qui sont publiés à ce sujet ou n'importe quelle autre norme applicable à cet égard.

### Édifices protégés

**Normes d'urbanisme** du Plan Général d'Aménagement urbain de Madrid, du 17 avril 1997 (BOCM 19/4/1997).

**Édification et Protection du patrimoine**, CTE et Ley 38/1999, du 5 novembre, d'Aménagement de la Construction.

**Arrêté** établissant le régime de Gestion et Contrôle des Permis d'urbanisme d'Activités, du 29 juin 2009 (BOAM 6/7/2009) – (BOCM 6/7/2009).

**Arrêté municipal pour l'obtention de Permis d'urbanisme**, du 23 décembre 2004 (BOAM 13/1/2005) - (BOCM 7/1/2005).

**Loi 9/2001**, du 17 juillet, du Sol de la Communauté de Madrid (BOCM 27/7/2001).

### Installations intérieures d'eau

**Décret royal 865/2003**, Critères hygiéniques et sanitaires pour la prévention et le contrôle de la légionellose.

**Décret royal 314/2006**, du 17 mars 2006, portant approbation du Code technique de la Construction, qui inclut les documents de base sur les économies d'énergie DB HE, et l'exigence essentielle HE 4 sur Contribution solaire minimum d'eau chaude sanitaire et les documents de base sur salubrité DB HS, et les exigences essentielles HS 4 et HS 5 sur approvisionnement en eau et évacuation des eaux. (BOE du 28/03/2006)

**Décret royal 487/2022**, du 21 juin 2022, établissant les conditions sanitaires pour la prévention et le contrôle de la légionellose

**Décret royal 450/2022**, du 14 juin 2022, modifiant le Code technique de la Construction (RD 314/2006)

### Appareils à pression (AP)

**Décret royal 560/2010**, du 7 mai, modifiant diverses normes réglementaires en matière de sécurité industrielle pour leur mise en conformité avec la Loi 17/2009, du 23 novembre, sur le libre accès aux activités de services et leur exercice, et la Loi 25/2009, du 22 décembre, de modification de diverses lois pour leur mise en conformité avec la Loi sur le libre accès aux activités de services et leur exercice. B.O.E. Nº 125 publié le 22/5/2010. Correction d'erreurs : BOE Nº 149 de 19/6/2010.

**Décret royal 1388/2011**, du 14 octobre édictant les dispositions d'application de la Directive 2010/35/UE du Parlement européen et du Conseil, du 16 juin 2010 sur équipements à pression transportables.

**Décret royal 809/2021**, du 21 septembre, portant approbation du Règlement sur équipements à pression et ses instructions techniques complémentaires.

### Réglementation électrique (RE)

**Arrêté du 18 octobre 1984**, complémentaire de celui du 6 juillet, approuvant les instructions techniques complémentaires du Règlement sur Conditions techniques et Garanties de Sécurité dans les Centrales électriques, les Sous-stations et les Centres de transformation.

**Arrêté du 27 novembre 1987**, actualisant les MIE-RAT 13 et MIE-RAT 14 du Règlement sur les Conditions techniques et les Garanties de Sécurité dans les Centrales électriques, les Sous-stations et les Centres de Transformation.

**Arrêté du 23 juin 1988**, actualisant les instructions techniques complémentaires MIE-RAT01, MIE-RAT 02, MIE-RAT 07, MIE-RAT 09, MIE-RAT 15, MIE-RAT 16, MIE-RAT 17, MIE-RAT 18 du Règlement sur les Conditions techniques et les Garanties de Sécurité dans les Centrales électriques, les Sous-stations et les Centres de Transformation

**Arrêté du 9 mars 1995 de la Direction générale de Qualité et Sécurité industrielle**, reconnaissant le certificat de conformité aux normes octroyant le droit d'usage de la marque AENOR "N" de produit certifié, comme garantie de l'exécution des exigences du

Règlement sur Conditions techniques et Garanties de Sécurité dans des Centrales électriques, des Sous-stations et des Centres de Transformation en ce qui concerne les transformateurs triphasés pour distribution à basse tension de 25 à 2500 KVA, 50 Hz. B.O.E. N° 74 publié le 28/3/1995.

**Décret royal 1955/2000**, du 1<sup>er</sup> décembre, portant approbation du règlement des activités de transport, distribution, commercialisation, approvisionnement et procédures d'autorisation d'installations d'énergie électrique.

**Décret royal 223/2008**, du 15 février, portant approbation du règlement relatif aux conditions techniques et aux garanties de sécurité des lignes à haute tension et de ses instructions techniques complémentaires ITC-LAT 01 à 09.

**Décret royal 560/2010**, du 7 mai, modifiant diverses normes réglementaires en matière de sécurité industrielle pour leur mise en conformité avec la loi 17/2009, du 23 novembre, sur le libre accès aux activités de service et leur exercice, et la loi 25/2009, du 22 décembre, modifiant diverses lois pour les adapter à la loi sur le libre accès aux activités de service et leur exercice.

**Décret royal 842/2002**, du 2 août, qui approuve le règlement électrotechnique en vigueur pour la basse tension. Il est entré en vigueur le 18 septembre 2003. Pour les installations antérieures à cette date, le Règlement de 1973 s'applique.

**Décret royal 1890/2008**, du 14 novembre, portant approbation du règlement sur la performance énergétique des installations d'éclairage extérieur et de ses instructions techniques complémentaires EA-01 à EA-07. Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2009.

*Sont dispensées de l'application du Règlement de performance énergétique les installations d'éclairage extérieur et de ses instructions techniques complémentaires ITC-EA-01 à ITC-EA-07 dont l'exécution aurait commencé avant la date du 1<sup>er</sup> avril 2009, à condition que cette circonstance soit justifiée de manière fiable auprès de l'organe compétent correspondant de la Communauté autonome et soit achevée dans l'année suivant cette date.*

**Norme UNE 20460**. Installations électriques dans des édifices avec leurs différentes parties.

**Directive 2006/95/CE** du Parlement européen et du Conseil (Basse tension).

**Décret royal 683/2011**, du 13 mai, qui établit six certificats de professionnalisme de la famille professionnelle Électricité et Électronique qui sont inclus dans le Répertoire national des certificats de professionnalisme et met à jour le certificat de professionnalisme établi à l'annexe III dans le décret royal 1214/2009, du 17 juillet.

**Décret royal 560/2010**, du 7 mai, modifiant diverses normes réglementaires en matière de sécurité industrielle pour leur mise en conformité avec la loi 17/2009, du 23 novembre, sur le libre accès aux activités de service et leur exercice, et la loi 25/2009, du 22 décembre, modifiant diverses lois pour les adapter à la loi sur le libre accès aux activités de service et leur exercice.

**Décret royal 337/2014**, du 9 mai, portant approbation du règlement sur les conditions techniques et les garanties de sécurité dans les installations électriques à haute tension et ses instructions techniques complémentaires ITC-RAT 01 à 23

**Décret royal 809/2021** modifiant le Décret royal 337/2014

**Décret royal 298/2021**, modifiant le Décret royal 337/2014

**Décret royal 542/2020**, du 26 mai, modifiant et dérogeant différentes dispositions en matière de qualité et sécurité industrielle

#### Gaz combustibles (GC)

**Décret royal 919/2006, du 28 juillet**, portant approbation du Règlement technique de distribution et utilisation de combustibles gazeux.

**Décret royal 560/2010, du 7 mai**, modifiant diverses normes réglementaires en matière de sécurité industrielle pour leur mise en conformité avec la loi 17/2009, du 23 novembre, sur le libre accès aux activités de service et leur exercice, et la loi 25/2009, du 22 décembre, modifiant diverses lois pour les adapter à la loi sur le libre accès aux activités de service et leur exercice.

#### Stockage de produits chimiques

**Décret royal 379/2001**, du 6 avril, portant approbation du Règlement de stockage de produits chimiques et ses ITC MIE-APQ-01, 02, 03, 04, 05, 06 et 07

#### Installations frigorifiques (IF)

**Décret royal 552/2019**, du 27 septembre, portant approbation du Règlement de sécurité pour installations frigorifiques et ses instructions techniques complémentaires

**Décret royal 115/2017**, du 17 février, qui réglemente la commercialisation et la manipulation des gaz fluorés et des équipements basés sur ceux-ci, ainsi que la certification des professionnels qui les utilisent et qui établit les exigences techniques pour les installations qui exercent des activités émettrices de gaz fluorés

#### Installations de chauffage, climatisation et eau chaude sanitaire (ECS)

**Décret royal 275/1995**, du 24 février, qui édicte les dispositions d'application de la Directive 92/42/CEE, relative aux conditions de rendement requises pour les chaudières nouvelles d'eau chaude alimentées avec des combustibles liquides ou gazeux.

**Décret royal 1218/2002**, du 22 novembre, modifiant le décret royal 1751/1998, qui approuvait le règlement sur les installations thermiques dans les bâtiments et leurs instructions techniques complémentaires (ITE) et créant la Commission consultative pour les installations thermiques dans les bâtiments.

**Décret royal 1027/2007**, du 20 juillet, approuvant le Règlement des Installations thermiques dans les édifices.

**Décret royal 1826/2009**, du 27 novembre, modifiant le Règlement des installations thermiques dans les édifices, approuvé par le Décret royal 1027/2007, du 20 juillet.

**Décret royal 238/2013**, du 5 avril, modifiant certains articles et instructions techniques du Règlement des Installations thermiques dans les bâtiments, approuvé par le Décret royal 1027/2007, du 20 juillet.

Révision de la qualité environnementale selon les critères de la **norme UNE 171330**.

Inspection des conduits selon **UNE 100012** : Hygiénisation des systèmes de climatisation, cette norme est donc obligatoire car étant incluse dans une réglementation obligatoire.

**Arrêté 9343/2003**, du 1er octobre, qui établit la procédure d'enregistrement, de mise en service et d'inspection des installations thermiques non industrielles dans les bâtiments, conformément aux dispositions du décret 38/2002, du 28 février

**Arrêté 688/2008**, du 29 février, modifiant l'arrêté 9343/2003, du 1er octobre, établissant la procédure d'enregistrement, de mise en service et d'inspection des installations thermiques non dans les bâtiments.

**Norme UNE 100030 IN** Guide pour la prévention et le contrôle de la prolifération et la dissémination de la légionnelle dans les installations

**Décret royal 487/2022** établissant les critères hygiéniques et sanitaires pour la prévention et le contrôle de la légionellose.

**Arrêté du 27 janvier 2015, du Directeur général de l'industrie, de l'énergie et des mines**, mettant à jour les formulaires de rapport inclus dans l'arrêté du 30 juillet 2014, du ministère régional de l'Économie et des Finances, qui développe la procédure de réalisation des contrôles de performance énergétique de certaines installations thermiques dans les bâtiments et approuve les modèles de rapport (BOCM, n° 39, du 16 février).

**Arrêté du 30 juillet 2014, du ministère de l'Économie et des Finances de la Communauté autonome de Madrid**, développant la procédure pour réaliser les inspections de performance énergétique de certaines installations thermiques des bâtiments et approuvant les modèles de rapport (BOCM n° 191, du 13 août).

**Décret 10/2014**, du 6 février, approuvant la procédure pour réaliser les inspections de performance énergétique de certaines installations thermiques de bâtiments (texte consolidé)

**Directive 2010/31/UE**, du 19 mai, relative à la performance énergétique des bâtiments.

**Décret royal 314/2006**, du 17 mars, approuvant le Code technique du Bâtiment.

**Décret royal 390/2021**, modifiant le Décret royal 1027/2007 Règlement des Installations thermiques dans les bâtiments.

**Décret royal 178/2021**, modifiant le Décret royal 1027/2007 Règlement des Installations thermiques dans les bâtiments.

Arrêté du 10 octobre 2013, de la Direction générale de l'Industrie, l'Énergie et les Mines, publiant le modèle officiel de Certificat de Maintenance pour Installations thermiques dans les édifices de la Communauté de Madrid (**BOCM du 11 novembre 2013**)

#### Installations de protection contre incendies

**OPI/93**. Arrêté de Prévention des incendies, du 28 juin de 1993. Application de critères, équipements et installations complémentaires pour les EGA (*Édifices de grandes hauteurs*)

**Loi 31/1995**, du 8 novembre, sur Prévention des risques professionnels, modifiée par la Loi 54/2003 et développée par le D.R. 171/2004.

**Décret royal 314/2006**, du 17 mars, portant approbation du Code technique de la Construction, qui inclut les documents essentiels sur sécurité en cas d'incendie DB SI.

**RIPCI 2017 – Décret royal 513/2017, du 22 mai**, portant approbation du Règlement des Installations de Protection contre Incendies.

Correction d'erreurs du Décret royal 213/2017, du 22 mai, portant approbation du Règlement des installations de protection contre incendies (BOE 23.09/17)

Guide technique d'application du D.R.D. 513/2017 RIPCI (Rév. 2)

#### Traitement de l'eau et des légionelles

**Décret royal 140/2003**, du 7 février, qui établit les critères sanitaires pour la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine. (BOE 45 du 21/02/2003).

Correction de l'errata Décret royal 140/2003 (BOE 54 du 4/03/2003).

**Décret royal 865/2003**, du 4 juillet, qui établit les critères hygiéniques-sanitaires pour la prévention et le contrôle de la légionellose

**Norme UNE 100030 IN (septembre 2005)**. Lignes directrices pour la prévention, le contrôle de la prolifération et la dissémination de légionelle dans les installations.

Guide technique pour la prévention et le contrôle de la légionellose dans les installations.

**Arrêté 1187/1998**, du 11 juin, du ministère de la Santé et des Services Sociaux de la Communauté de Madrid, qui réglemente les critères hygiéniques-sanitaires auxquels doivent répondre les dispositifs de transfert de masse d'eau dans les courants d'air et les dispositifs d'humidification pour la prévention de la légionellose.

**Décret royal 487/2022, qui établit les exigences sanitaires pour la prévention et le contrôle de la légionellose**

#### Systèmes de protection contre la foudre

**Code technique du bâtiment** : établit la nécessité ou l'obligation d'installer un SPCR. Il comporte un calcul de l'indice de risque.

**UNE 21186** : norme pour la protection des structures, des bâtiments et des espaces ouverts au moyen de paratonnerres avec dispositif d'amorçage.

**Loi sur la prévention des risques professionnels** : établit la nécessité de protéger les lieux de travail contre les effets de la foudre sur la base des normes UNE

**UNE 21186** : norme pour la protection des structures, des bâtiments et des espaces ouverts au moyen de paratonnerres avec dispositif d'amorçage.

**UNE EN IEC 62305** : au niveau national, européen et international, elle établit la nécessité d'installer un SPF comportant un calcul de l'indice de risque et la coordination des parafoudres.

**UNE EN IEC 62561** : nationale, européenne et internationale, axée sur les composants de protection contre la foudre

#### Alimentations sans coupure

**2006/95/CE** sur la sécurité basse tension.

**2004/108/CE** sur la compatibilité électromagnétique (CEM).

#### Gestion des déchets

**ARRÊTÉ ARM/795/2011**, du 31 mars, modifiant l'annexe III du décret royal 679/2006, du 2 juin, réglementant la gestion des huiles industrielles usagées.

**Décret royal 679/2006**, du 2 juin, qui réglemente la gestion des huiles industrielles usagées

**Décret royal 710/2015**, du 24 juillet, modifiant le décret royal 106/2008, du 1er février, sur les piles et accumulateurs et la gestion environnementale de leurs déchets.

**Décret royal 110/2015**, du 20 février, relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques.

**Décret royal 106/2008**, du 1er février, sur les piles et accumulateurs et la gestion environnementale de leurs déchets.

**ARRÊTÉ AAA/1783/2013**, du 1er octobre, modifiant l'annexe 1 du règlement pour l'élaboration et la mise en œuvre de la loi 11/1997, du 24 avril, sur les emballages et les déchets d'emballages, approuvé par le décret royal 782/1998, du 30 avril.

**Décret royal 252/2006**, du 3 mars, révisant les objectifs de recyclage et de valorisation établis dans la loi 11/1997, du 24 avril, sur les emballages et les déchets d'emballages, et modifiant le règlement de développement et d'exécution, approuvé par le décret royal 782/1998, du 30 avril.

**ARRÊTÉ du 12 juin 2001** fixant les conditions de non-application aux récipients en verre des niveaux de concentration en métaux lourds établis à l'article 13 de la loi 11/1997 du 24 avril 1997 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

**ARRÊTÉ du 27 avril 1998**, qui établit les montants individualisés à percevoir à titre de consigne et le symbole d'identification des récipients mis sur le marché par le biais du système de consigne, de retour et de retour réglementé par la loi 11/1997, du 24 avril, sur les emballages et les déchets d'emballages.

**Décret royal 782/1998**, du 30 avril, portant approbation du règlement pour l'élaboration et l'application de la loi 11/1997, du 24 avril, sur les emballages et les déchets d'emballages.

**LOI 11/1997**, du 24 avril, sur les emballages et les déchets d'emballages.

**Décret royal 105/2008**, du 1er février, qui réglemente la production et la gestion des déchets de construction et de démolition.

#### Installations de gaz

**Décret royal 919/2006**, du 28 juillet, portant approbation du Règlement technique pour la distribution et l'utilisation des combustibles gazeux et de ses instructions techniques complémentaires ICG 01 à 11

**UNE 60670**, Installations de réception de gaz alimentées à une pression maximale de service (MOP) inférieure ou égale à 5 bar.

#### Installations de recharge pour véhicules électriques

**Décret royal 1053/2014**, du 12 décembre, portant approbation d'une nouvelle Instruction Technique Complémentaire (ITC) BT 52 «Installations à des fins spéciales. Infrastructure pour la recharge des véhicules électriques»

**UNE-EN IEC 61851** Système de charge conductive pour véhicules électriques

**Décret royal 184/2022**, du 8 mars, réglementant l'activité de fourniture de services de recharge d'énergie pour véhicules électriques